

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 15 octobre 2025

Objet n° 13 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; M. Vincent Vanhalewyn, Echevin; Mme Justine Harze, Echevine; MM. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, MM. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Ibrahim Donmez, Sadik Koksai, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Mme Farida Tahar, MM. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mme Barbara Trachte, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Sarah Bestrioui, Chloé Deguide, Ayse Yigit, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Conseillers communaux; M. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mmes Isabelle Durant, Yousra Ouchen, Conseillers communaux.

#Objet : Régie communale autonome - Création et désignation des membres du Conseil d'Administration #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment les articles 5 à 31 ;

Considérant l'étude de faisabilité et d'opportunité de la création d'une régie communale autonome pour la gestion et l'exploitation d'infrastructures sportives réalisée par le bureau d'étude Isiro en octobre 2022 ;

Considérant la décision du Service des Décisions Anticipées du SPF Finances du 26 septembre 2023 qui valide notamment la qualité d'assujettie à l'impôt des sociétés et à la TVA avec droit à déduction de la régie communale autonome ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 octobre 2024 par laquelle le Conseil communal a donné son accord de principe sur la création en début d'année 2025 d'une Régie Communale Autonome à Schaerbeek pour la gestion et l'exploitation d'infrastructures sportives ;

Considérant la décision du Collège du 7 octobre 2025 ;

Considérant qu'il ressort de l'ensemble des démarches effectuées que, dans le cadre de la réalisation de l'intérêt communal, la régie communale autonome semble être le véhicule juridique le plus adapté à la gestion et l'exploitation des sites sportifs de la Commune ;

Que recourir à une régie communale autonome présente de nombreux avantages, notamment en raison de son statut fiscal et de son assujettissement à la TVA ;

Que, dans un premier temps, la régie communale autonome gèrera et exploitera le Neptunium et le site Terdelt ;

Considérant qu'afin de donner un fonds de roulement suffisant à la régie communale autonome, le plan triennal de financement prévoit une prise de participation au capital par la Commune de 300.000€ ;

Considérant les articles 6, 7 et 10 de l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale

Art. 6. § 1er. Préalablement à la constitution d'une régie communale autonome, le collège des bourgmestre et échevins transmet au conseil communal les documents suivants :

- 1° un projet d'entreprise;
- 2° un plan triennal de financement;
- 3° un projet de statuts;
- 4° un projet de contrat de gestion.

§ 2. Le projet d'entreprise comporte au moins les éléments suivants :

- 1° une analyse démontrant les avantages et l'efficacité de la gestion via une régie communale autonome par rapport à la gestion au sein de la commune;
- 2° la détermination des objectifs et des actions à entreprendre en vue de les atteindre;
- 3° les critères d'évaluation;
- 4° une description de l'organisation interne;
- 5° les moyens financiers;
- 6° l'infrastructure de l'entreprise;
- 7° les moyens de contrôle de la commune.

§ 3. Le plan triennal de financement est un bilan prévisionnel des investissements projetés et des sources de financement permettant l'activité envisagée. Il doit être établi sur trois ans et démontrer que le capital dont disposera la régie est suffisant pour exercer l'activité durant les trois années qui suivent sa constitution.

§ 4. Le vote sur la constitution de la régie communale autonome ne peut intervenir qu'à l'issue d'une délibération sur l'ensemble des éléments du dossier visé au § 1er. Dès ce moment, la personnalité juridique est acquise à la régie.

Art. 7. § 1er. Les statuts de la régie communale autonome mentionnent au moins :

- 1° la dénomination;
- 2° son ou ses objets;
- 3° le siège social établi dans la commune constituante;

- 4° la composition, les compétences et le mode de fonctionnement des organes ainsi que les modes de désignation et de révocation de leurs membres;
- 5° le mode de confection du plan triennal de financement et de son suivi;
- 6° les conditions dans lesquelles la régie communale autonome peut prendre des participations directes dans des sociétés, associations ou institutions de droit public ou de droit privé dont l'objet social est compatible avec le sien et les modes de contrôle sur ces filiales;
- 7° les règles relatives à la transmission à la commune du plan triennal de financement et des comptes, du rapport d'activités, du rapport du réviseur et tous autres documents destinés au conseil communal;
- 8° sans préjudice de l'article 18, le mode de dissolution et de liquidation de la régie communale autonome, le mode de désignation des liquidateurs et le règlement juridique des biens et du personnel en cas de dissolution.

§ 2. Les modifications aux statuts relèvent de la compétence du conseil communal sur proposition ou après avis du conseil d'administration.

Art. 10. § 1er: La commune conclut un contrat de gestion avec la régie communale autonome. Le contrat de gestion définit au minimum les obligations des parties l'une envers l'autre et précise au minimum les aspects suivants :

- 1° la nature et l'étendue des missions que la régie communale autonome doit assumer;
- 2° les moyens mis par la commune à la disposition de la régie communale autonome qu'il s'agisse d'actifs, d'infrastructures ou de personnel;
- 3° les conditions dans lesquelles les revenus propres ou autres financements peuvent être acquis ou utilisés;
- 4° les principes et les conditions de tarification des prestations fournies par la régie communale autonome dans le cadre des tâches qu'elle assume;
- 5° les indicateurs qualitatifs et quantitatifs liés à la réalisation de tous les objectifs liés aux missions de la régie communale autonome. Pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence sera indiquée. Ces indicateurs seront repris dans un tableau de bord qui périodiquement indique leur degré de réalisation et leur évolution et qui doit être transmis au conseil communal;
- 6° les procédures de modification, de renouvellement et de résiliation du contrat de gestion ainsi que le mode de règlement des litiges entre les parties au contrat;
- 7° les sanctions en cas de violation des obligations contenues au contrat de gestion.

§ 2. Sous réserve de la possibilité de prolongation, modification, suspension et résiliation du contrat de gestion, celui-ci est conclu pour une période qui se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du conseil communal.

Le contrat de gestion et son exécution sont évalués, sur la base d'un rapport écrit, chaque année par le conseil communal en présence de l'administrateur délégué ou du président du conseil d'administration de la régie communale autonome.

Considérant le projet d'entreprise ci-annexé ;

Considérant le plan triennal de financement ci-annexé ;

Considérant le projet de statuts ci-annexé ;

Considérant le projet de contrat de gestion ci-annexé ;

Considérant que, conformément à l'article 6 de l'Ordonnance du 5 juillet 2018, ces quatre documents ont bien été transmis au Conseil communal afin qu'il puisse les analyser et voter la constitution de la régie communale autonome ;

Considérant que, conformément à l'article 8, §3, alinéa 1er de l'Ordonnance du 5 juillet 2018, le Conseil communal doit désigner les membres du conseil d'administration de la régie communale autonome ;

DECIDE :

1. Après analyse du projet d'entreprise, de valider son contenu ;
2. Après analyse du plan triennal de financement, de valider son contenu ;
3. Après analyse du projet de statuts, de valider son contenu ;
4. Après analyse du projet de contrat de gestion, de valider son contenu ;
5. De créer la Régie Communale Autonome de Schaerbeek ;
6. D'approuver les Statuts de la Régie Communale Autonome de Schaerbeek, conformément au projet ;
7. De désigner les membres du Conseil d'Administration de la Régie Communale Autonome de Schaerbeek, dont le nombre est fixé à douze :

1. M. Martin de BRABANT
2. Mme Youssa DALY
3. M. Xavier MEZQUITA
4. M. Ibrahim DÖNMEZ
5. Mme Naïma BELKHATIR
6. M. Ayoub YAHIA
7. M. Thomas ERALY
8. Mme Odile VEKEMANS
9. M. Bernard CLERFAYT
10. Mme Chloé DEGUIDE
11. M. Elias AMMI
12. Mme Marie DELCROIX

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 15 octobre 2025.

Le Secrétaire Communal Adjoint,



Philippe DEN HAENE



La Bourgmestre,



Audrey HENRY

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 15 oktober 2025****Voorwerp nr 13 van de agenda**

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, HH. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Ibrahim Donmez, Sadik Koksai, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Mevr. Farida Tahar, HH. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Sarah Bestrioui, Chloé Deguide, Ayse Yigit, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Gemeenteraadsleden; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, Yousra Ouchen, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Autonoom gemeentebedrijf - Oprichting en aanstelling van de leden van de Raad van Bestuur #**DE GEMEENTERAAD**

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, met name de artikelen 5 tot 31;

Overwegende de haalbaarheids- en opportuniteitsstudie uitgevoerd door het studiebureau Isiro in oktober 2022 betreffende de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf voor het beheer en de uitbating van sportinfrastructuren;

Overwegende de beslissing van de Dienst Voorafgaande Beslissingen van de FOD Financiën van 26 september 2023, waarin onder andere wordt bevestigd dat het autonoom gemeentebedrijf onderworpen is aan de vennootschapsbelasting en de btw met recht op aftrek;

Overwegende de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16 oktober 2024, waarbij de Gemeenteraad principieel akkoord ging met de oprichting begin 2025 van een Autonoom Gemeentebedrijf in Schaarbeek voor het beheer en de uitbating van sportinfrastructuren;

Overwegende de beslissing van het College van 7 oktober 2025 ;

Overwegende dat uit de uitgevoerde stappen blijkt dat het autonoom gemeentebedrijf, in het kader van de verwezenlijking van het gemeentelijk belang, het meest geschikte juridische instrument lijkt te zijn voor het beheer en de uitbating van de sportlocaties van de gemeente ;

Dat het gebruik van een autonoom gemeentebedrijf tal van voordelen biedt, met name door zijn fiscaal statuut en zijn btw-plicht ;

Dat het autonoom gemeentebedrijf in eerste instantie het Neptunium en de site Terdelt zal beheren en uitbaten ;

Overwegende dat, om voldoende werkkapitaal te verschaffen aan het autonoom gemeentebedrijf, het driejarig financieringsplan voorziet in een kapitaalbreng van 300.000€ door de Gemeente ;

Overwegende de artikelen 6, 7 en 10 van de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Art. 6. § 1. Voorafgaand aan de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf maakt het college van burgemeester en schepenen de volgende documenten over aan de gemeenteraad :

- 1° een businessplan;
- 2° een driejarig financieringsplan;
- 3° ontwerpstatuten;
- 4° een ontwerp van beheersovereenkomst.

§ 2. Het businessplan moet minstens voorzien in de volgende elementen :

- 1° een analyse die aantoont welke voordelen en efficiëntie het beheer via een autonoom gemeentebedrijf biedt in vergelijking met intern beheer bij de gemeente;
- 2° de bepaling van de doelstellingen en van de te ondernemen acties om die te verwezenlijken;
- 3° de evaluatiecriteria;
- 4° een beschrijving van de interne organisatie;
- 5° de financiële middelen;
- 6° de bedrijfsinfrastructuur;
- 7° de controlemiddelen van de gemeente.

§ 3. Het driejarig financieringsplan is een voorbalans van de geplande investeringen en de financieringsbronnen die de beoogde activiteit mogelijk maken. Het dient over drie jaar gespreid te worden en aan te tonen dat het kapitaal waarover het gemeentebedrijf zal beschikken volstaat om de activiteit uit te oefenen gedurende de drie jaar die volgen op de oprichting.

§ 4. Er kan maar gestemd worden over de oprichting van het autonoom gemeentebedrijf nadat over alle elementen van het dossier bedoeld in § 1 is beraadslaagd. Van dan af is de rechtspersoonlijkheid van het gemeentebedrijf verworven.

Art. 7. § 1. De statuten van het autonoom gemeentebedrijf vermelden op zijn minst :

- 1° de naam;
- 2° het doel of de doelen;
- 3° de maatschappelijke zetel gevestigd in de oprichtende gemeente;

- 4° de samenstelling, de bevoegdheden en de werking van de bestuursorganen, alsook de wijze waarop hun leden worden aangesteld en ontslagen;
- 5° de wijze waarop het driejarig financieringsplan wordt opgesteld en opgevolgd;
- 6° de voorwaarden waaronder het autonoom gemeentebedrijf rechtstreeks deelnemingen kan aangaan in privaat- of publiekrechtelijke vennootschappen, verenigingen of instellingen die een maatschappelijke doel nastreven dat verenigbaar is met het zijne en de wijze van toezicht op deze filialen;
- 7° de regels op grond waarvan het driejarig financieringsplan en de rekeningen, het activiteitenverslag, het verslag van de revisor en de overige documenten bestemd voor de gemeenteraad worden overgemaakt aan de gemeente;
- 8° onverminderd artikel 18 de wijze van ontbinding en vereffening van het autonoom gemeentebedrijf, de wijze van aanstelling van de vereffenaars en de rechtsregeling van de goederen en het personeel bij ontbinding.

§ 2. Voor statutenwijzigingen is de gemeenteraad bevoegd, op voorstel of na advies van de raad van bestuur:

Art. 10. § 1. De gemeente sluit een beheersovereenkomst met het autonoom gemeentebedrijf. Deze overeenkomst bepaalt de onderlinge verplichtingen van de partijen en vermeldt minstens volgende aspecten :

- 1° de aard en strekking van de opdrachten die het autonoom gemeentebedrijf dient te vervullen;
- 2° de middelen die de gemeente ter beschikking stelt van het autonoom gemeentebedrijf, zowel voor wat betreft activa, infrastructuur en personeel;
- 3° de voorwaarden op grond waarvan eigen inkomsten of overige financieringen mogen worden verworven of gebruikt;
- 4° de tarifieringsprincipes en -voorwaarden voor prestaties die het autonome gemeentebedrijf in het kader van zijn taken verstrekt;
- 5° de kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren verbonden aan de verwezenlijking van alle doelstellingen die verband houden met de opdrachten van het autonoom gemeentebedrijf. Voor elk van deze indicatoren dient een referentiewaarde vermeld te worden. Deze indicatoren worden opgenomen in een boordtabel die op periodieke basis aangeeft in welke mate deze worden verwezenlijkt en evolueren en die aan de gemeenteraad moet worden toegestuurd;
- 6° de procedures voor de wijziging, de hernieuwing en de ontbinding van de beheersovereenkomst, alsook de wijze waarop geschillen tussen contractpartijen beslecht worden;
- 7° de sancties voor het verzuimen van de plichten vervat in de beheersovereenkomst.

§ 2. Onder voorbehoud van de mogelijkheid tot verlenging, wijziging, schorsing en ontbinding van de beheersovereenkomst, wordt deze gesloten voor een periode die eindigt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad.

De beheersovereenkomst en de uitvoering hiervan worden jaarlijks op basis van een schriftelijk verslag geëvalueerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de gedelegeerd bestuurder of de voorzitter van de raad van bestuur van het autonoom gemeentebedrijf.

Overwegende het bijgevoegde businessplan;

Overwegende het bijgevoegde driejarig financieringsplan;

Overwegende de bijgevoegde ontwerpstatuten;

Overwegende het bijgevoegde ontwerp van beheersovereenkomst;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 6 van de Ordonnantie van 5 juli 2018, deze vier documenten naar de Gemeenteraad zijn verzonden, zodat deze ze kan analyseren en kan stemmen over de oprichting van het autonoom gemeentebedrijf;

Overwegende dat de gemeenteraad, overeenkomstig artikel 8, §3, eerste lid, van de Ordonnantie van 5 juli 2018, de leden van de raad van bestuur van het autonoom gemeentebedrijf aanstelt ;

BESLIST:

1. Na analyse van het businessplan de inhoud ervan goed te keuren;
2. Na analyse van het driejarig financieringsplan de inhoud ervan goed te keuren;
3. Na analyse van de ontwerpstatuten de inhoud ervan goed te keuren;
4. Na analyse van het ontwerp van beheersovereenkomst de inhoud ervan goed te keuren;
5. Het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek op te richten.
6. De Statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek goed te keuren, overeenkomstig het ontwerp.
7. Aanstellen de leden van de raad van bestuur van Het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek, waarvan het aantal is vastgesteld op twaalf :

1. de h. Martin de BRABANT
2. Mvr Yousra DALY
3. de h.. Xavier MEZQUITA
4. de h. Ibrahim DÓNMEZ
5. Mvr Naïma BELKHATIR
6. de h. Ayoub YAHIA
7. de h. Thomas ERALY
8. Mvr Odile VEKEMANS
9. de h. Bernard CLERFAYT
10. Mvr Chloé DEGUIDE
11. de h. Elias AMMI
12. Mvr Marie DELCROIX

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 15 oktober 2025.

De Adjunct gemeentesecretaris,



Philippe DEN HAENE



De Burgemeester,



Audrey HENRY